



Ville de Baie-D'Urfé

Rapport Financier

31 décembre 2018

# Rapport financier 2018

## Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Baie-D'Urfé

Code géographique : 66112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

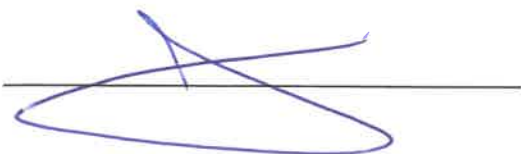
**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie MacDowell, atteste la véracité du rapport financier  
de Baie-D'Urfé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.  
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2019-05-03

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
<b>Renseignements complémentaires</b>	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
<b>Renseignements financiers non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil de la Ville de Baie-D'Urfé,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Baie-D'Urfé (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Baie-D'Urfé au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Baie-D'Urfé inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT****Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

*Goudreau Poirier inc.* 1

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2019-05-03

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2018</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	17 623 430	17 967 988	17 783 376
Compensations tenant lieu de taxes	2	124 940	142 458	148 029
Quotes-parts	3			
Transferts	4	106 110	294 590	562 970
Services rendus	5	212 810	192 206	198 303
Imposition de droits	6	956 250	1 052 620	877 980
Amendes et pénalités	7	20 000	34 218	21 905
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	182 890	315 439	265 644
Autres revenus	10		176 699	21 077
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	19 226 430	20 176 218	19 879 284
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	3 971 504	4 207 691	3 758 287
Sécurité publique	15	5 367 906	5 337 709	5 271 560
Transport	16	6 171 943	5 592 697	5 155 802
Hygiène du milieu	17	1 223 297	1 696 852	1 631 579
Santé et bien-être	18	116 569	117 104	116 334
Aménagement, urbanisme et développement	19	640 461	606 047	467 456
Loisirs et culture	20	1 317 420	1 778 288	1 882 891
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	29 680	39 306	18 157
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	18 838 780	19 375 694	18 302 066
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	387 650	800 524	1 577 218
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		26 887 366	25 310 148
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		26 887 366	25 310 148
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>				
	29		27 687 890	26 887 366

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**



**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 714 327	9 390 797
Débiteurs (note 5)	2	3 461 576	3 301 510
Prêts (note 6)	3	87 294	9 200
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	13 263 197	12 701 507
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 307 698	2 517 132
Revenus reportés (note 12)	12	57 669	60 327
Dettes à long terme (note 13)	13	1 038 800	1 413 700
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	4 404 167	3 991 159
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	8 859 030	8 710 348
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	18 828 860	18 177 018
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	18 828 860	18 177 018
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	27 687 890	26 887 366

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	387 650	800 524	1 577 218
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	1 746 058 )	( 3 528 444 )
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 094 216	1 052 002
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(651 842)	(2 476 442)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	387 650	148 682	(899 224)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		8 710 348	9 609 572
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		8 710 348	9 609 572
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		8 859 030	8 710 348

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	800 524	1 577 218
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 094 216	1 052 002
Autres			
-	3		
-	4		
	5	1 894 740	2 629 220
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(160 066)	(1 138 122)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	790 566	790 311
Revenus reportés	9	(2 658)	471
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	2 522 582	2 281 880
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 1 746 058 )	( 3 528 444 )
Produit de cession	16		
	17	(1 746 058)	(3 528 444)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 87 294 )	( )
Remboursement ou cession	19	9 200	15 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	(78 094)	15 000
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	( 374 900 )	( 457 800 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(374 900)	(457 800)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	323 530	(1 689 364)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	9 390 797	11 080 161
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	9 390 797	11 080 161
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	9 714 327	9 390 797

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Baie-D'Urfé est un organisme municipal créé le 1 janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003, chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les excédents sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17-1, 17-2 et 17-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

N/A

**a) Périmètre comptable**

N/A

**b) Partenariats**

N/A

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville de Baie-D'Urfé, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision à l'égard des contestation d'évaluation, la provision pour créances douteuses et la durée d'utilité des immobilisations.

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers**

**Prêts**

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**b) Actifs non financiers**

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	- 10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	- 10, 15, 20 et 40 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 5 et 10 ans
Véhicules	- 5, 10 et 15 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**D) Passifs**

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le Fonds.

**E) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S.O.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables****Actifs éventuels**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la Ville n'avait aucun actif éventuel à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

**Droits contractuels**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les informations requises sur les droits contractuels de la ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur une entente de transfert ainsi que sur des baux de location. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

**Information relative aux apparentés et opérations interentités**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Puisque la ville n'a conclu aucune opération interentités ni aucune opération entre apparentés au cours de l'exercice, aucune information n'a été présentée aux états financiers.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 9 714 327	9 390 797
Découvert bancaire	( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 9 714 327</b>	<b>9 390 797</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 651 078	3 205 487
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 1 769 404	1 354 085
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 950 527	977 916
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 270 595	531 282
Organismes municipaux	15 210	37 710
Autres		
- Mutation, intérêts, autres	16 470 840	400 517
-	17	
	18 3 461 576	3 301 510
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 215 149	282 652
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 215 149	282 652
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 162 017	
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Tennis Club	26	9 200
- Curling Club	27 87 294	
	28 87 294	9 200
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>7. Placements de portefeuille</b>		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
<b>Note</b>		
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	184 683
Autres régimes (REER et autres)	41	164 244
Régimes de retraite des élus municipaux	42	17 830
	43	202 513
		179 503

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**2018****2017****10. Emprunts temporaires**

La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit d'un montant total autorisé de 1 700 000\$. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel (3.95 % au 31 décembre 2018). Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit est inutilisée.

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	507 107	1 134 338
Salaires et avantages sociaux	48	374 041	381 618
Dépôts et retenues de garantie	49	835 203	663 274
Provision pour contestations d'évaluation	50	1 579 673	308 190
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	6 803	9 322
- Organismes municipaux	54	4 871	20 390
-	55		
-	56		
-	57		
	58	3 307 698	2 517 132

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	7 203	5 046
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	48 214	48 214
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- CARRA	68	2 252	7 043
- Divers	69		24
-	70		
-	71		
	72	57 669	60 327

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

					<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>13. Dette à long terme</b>						
	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	2,39	2019	2030	73	1 038 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
					76	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	1 038 800
						1 413 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( ) ( )
					83	1 038 800
						1 413 700

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2018</b>		
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2019	84	92	338 700	100	109	117	338 700
2020	85	93	327 800	101	110	118	327 800
2021	86	94	289 000	102	111	119	289 000
2022	87	95	8 300	103	112	120	8 300
2023	88	96	8 600	104	113	121	8 600
2024 et +	89	97	66 400	105	114	122	66 400
	90	98	1 038 800	106	115	123	1 038 800
Intérêts et frais accessoires				107	( )	124	( )
	91	99	1 038 800	108	116	125	1 038 800

**Note**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	8 859 030
Tiers		8 710 348
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( ) ( )
Autres	128	( ) ( )
	129	8 859 030
		8 710 348

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
<b>COÛT</b>									
Infrastructures									
Eau potable	130	6 381 802	158		185		212		6 381 802
Eaux usées	131	3 266 581	159		186		213		3 266 581
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	8 825 164	160	1 475	187	285 285	214		8 541 354
Autres	133	4 162 991	161	57 618	188	502 350	215		3 718 259
Réseau d'électricité	134		162		189		216		
Bâtiments	135	4 575 845	163		190		217		4 575 845
Améliorations locatives	136		164		191		218		
Véhicules	137	1 187 128	165	48 214	192		219		1 235 342
Ameublement et équipement de bureau	138	86 212	166		193	58 399	220		27 813
Machinerie, outillage et équipement divers	139	321 927	167	89 768	194	18 343	221		393 352
Terrains	140	3 249 841	168		195		222		3 249 841
Autres	141		169		196		223		
	142	<u>32 057 491</u>	170	<u>197 075</u>	197	<u>864 377</u>	224		<u>31 390 189</u>
Immobilisations en cours	143	<u>965 752</u>	171	<u>1 548 983</u>	198		225		<u>2 514 735</u>
	144	<u>33 023 243</u>	172	<u>1 746 058</u>	199	<u>864 377</u>	226		<u>33 904 924</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>									
Infrastructures									
Eau potable	145	4 149 590	173	200 776	200		227		4 350 366
Eaux usées	146	1 905 330	174	123 751	201		228		2 029 081
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	3 969 960	175	385 677	202	285 285	229		4 070 352
Autres	148	1 396 577	176	121 539	203	502 350	230		1 015 766
Réseau d'électricité	149		177		204		231		
Bâtiments	150	2 336 591	178	143 421	205		232		2 480 012
Améliorations locatives	151		179		206		233		
Véhicules	152	872 566	180	68 806	207		234		941 372
Ameublement et équipement de bureau	153	82 196	181	2 781	208	58 399	235		26 578
Machinerie, outillage et équipement divers	154	133 415	182	47 465	209	18 343	236		162 537
Autres	155		183		210		237		
	156	<u>14 846 225</u>	184	<u>1 094 216</u>	211	<u>864 377</u>	238		<u>15 076 064</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>18 177 018</u>					239		<u>18 828 860</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	240		243		245		247		
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )	
Valeur comptable nette	242						249		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
<b>Note</b>		
<b>17. Autres actifs non financiers</b>		
Frais payés d'avance		
-	256	
-	257	
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**18. Obligations contractuelles**

a) Système de radiocommunication

La ville s'est engagée envers la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radiocommunication. L'entente est valide du 1er janvier 2018 au 20 juin 2023. Les coûts annuels à prévoir pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2019 :	4 712 \$
2020 :	4 763 \$
2021 :	4 826 \$
2022 :	4 884 \$
2023 :	4 426 \$

b) Entretien préventif du réseau d'aqueduc

La ville s'est engagée envers la compagnie Simo Management Inc pour le service d'entretien préventif du réseau d'aqueduc. Cette entente, d'une durée de cinq ans, est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et représente un coût annuel de :

2019 :	21 406 \$
2020 :	21 621 \$
2021 :	30 105 \$

**19. Droits contractuels**

La ville a conclu des ententes de location de locaux et de terrains. Les baux ont des échéances variant du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2021.

Les montants des droits contractuels relativement à ces ententes sont les suivants :

	2019	2020	2021
Location de local # 1	7 110 \$	- \$	- \$
Location de terrain	15 552	15 552	15 552
Location de local # 2	<u>67 334</u>	<u>67 334</u>	<u>67 334</u>
Total	<u>89 996 \$</u>	<u>82 886 \$</u>	<u>82 886 \$</u>

**20. Passifs éventuels**

a) **Cautionnement et garantie**

S.O.

b) **Auto-assurance**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**c) Poursuites**

La ville est poursuivie par un individu qui conteste les raisons du refus de son embauche par la ville. Le montant de la compensation monétaire relative à cette cause est indéterminé. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ce débat juridique. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**d) Autres**

S.O.

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**24. Instruments financiers**

S.O.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**25** Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données du budget 2018 et des réalisations de 2017 ont été reclassées ou regroupées.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Revenus</b>					
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	17 623 430	17 967 988	17 967 988	17 783 376
Compensations tenant lieu de taxes	2	124 940	142 458	142 458	148 029
Quotes-parts	3				
Transferts	4	106 110	89 211	89 211	86 392
Services rendus	5	212 810	192 206	192 206	198 303
Imposition de droits	6	956 250	1 052 620	1 052 620	877 980
Amendes et pénalités	7	20 000	34 218	34 218	21 905
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	182 890	315 439	315 439	265 644
Autres revenus	10		45 758	45 758	21 077
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	19 226 430	19 839 898	19 839 898	19 402 706
<b>Investissement</b>					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15		205 379	205 379	476 578
Imposition de droits	16				
Autres revenus	17				
Contributions des promoteurs	18		130 941	130 941	
Autres	19				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20				
	21	19 226 430	20 176 218	20 176 218	476 578
			336 320	336 320	19 879 284
<b>Charges</b>					
Administration générale	22	3 971 504	4 195 326	4 207 691	3 758 287
Sécurité publique	23	5 367 906	5 324 336	5 337 709	5 271 560
Transport	24	6 171 943	5 002 400	5 592 697	5 155 802
Hygiène du milieu	25	1 223 297	1 364 963	1 696 852	1 631 579
Santé et bien-être	26	116 569	117 104	117 104	116 334
Aménagement, urbanisme et développement	27	640 461	602 550	606 047	467 456
Loisirs et culture	28	1 317 420	1 635 493	1 778 288	1 882 891
Réseau d'électricité	29				
Frais de financement	30	29 680	39 306	39 306	18 157
Effet net des opérations de restructuration	31				
Amortissement des immobilisations	32		1 094 216 (	1 094 216 )	
	33	18 838 780	19 375 694	19 375 694	18 302 066
	34	387 650	800 524	800 524	1 577 218
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>					

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	387 650	800 524	1 577 218
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	336 320 ) (	476 578 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	387 650	464 204	1 100 640
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4		1 094 216	1 052 002
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 094 216	1 052 002
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12	15 200	9 200	15 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15	15 200	9 200	15 000
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	308 250 ) (	307 397 ) (	392 300 )
	18	(308 250)	(307 397)	(392 300)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	)	547 619 ) (	149 234 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		197 314	317 386
Excédent de fonctionnement affecté	21		114 722	29 724
Réserves financières et fonds réservés	22	(94 600)	72 474	(114 487)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(94 600)	(163 109)	83 389
	26	(387 650)	632 910	758 091
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		1 097 114	1 858 731

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
		<b>Réalizations</b>	<b>Réalizations</b>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	336 320	476 578
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2	( )	( )
Sécurité publique	3	76 787	( )
Transport	4	438 329	1 680 007
Hygiène du milieu	5	239 301	( )
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	991 641	1 848 437
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	1 746 058	3 528 444
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	12	87 294	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	547 619	149 234
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	257 159	2 807 312
Excédent de fonctionnement affecté	16	190 531	
Réserves financières et fonds réservés	17	853 885	77 151
	18	1 849 194	3 033 697
	19	15 842	(494 747)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	352 162	(18 169)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
<b>Rémunération</b>	1	2 580 240	2 499 280	2 437 031
<b>Charges sociales</b>	2	576 390	645 213	591 664
<b>Biens et services</b>	3	3 592 840	2 877 768	2 846 640
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	20 540	21 162	19 767
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	8 640	5 497	(1 878)
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	500	12 647	268
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	11 733 030	11 733 164	11 111 579
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	175 930	182 771	211 658
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14		1 094 216	1 052 002
<b>Autres</b>				
- Réclamation	15		4 937	
- Autres	16	150 670	137 022	33 335
- Créances irrécouvrables	17		162 017	
	18	18 838 780	19 375 694	18 302 066

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

**Excédent (déficit) de l'exercice** 11

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 (                    ) (                    )
	17
	18

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8
Activités et projets de mise en valeur du territoire	
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14

	15
	16
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>17</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 (                    ) (                    )
	22
Autres	23
	24

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	<b>32</b>

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 166 810	3 679 787
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 536 988	2 946 923
Réserves financières et fonds réservés	3	2 651 076	3 205 486
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	(
Financement des investissements en cours	5	240 513	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	18 092 503	17 055 170
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	27 687 890	26 887 366
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	4 166 810	3 679 787
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	4 166 810	3 679 787
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Mur anti-bruit (Berm)	12	879 253	900 000
- Aménagement hôtel de ville	13	809 023	826 755
- Pavage et drainage	14		167 334
- Travaux publics	15	155 000	155 000
-	16		
- Autres	17	25 469	79 500
- Arbres	18	559 243	612 949
- Engagements	19	109 000	65 319
- Stabilisation des berges	20		140 066
	21	2 536 988	2 946 923
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	2 536 988	2 946 923
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
<b>Réserves financières - Administration municipale</b>			
- Traitement des arbres - R1050	27	675 985	548 365
- Ent. Rép. bâtiments - R 1051	28	560 029	679 716
- Sys. Drainage - R 1052	29	256 490	251 747
- Ent. Espaces verts - R 1054	30	154 600	493 283
- Ent. aqueduc - R 1058	31	125 814	251 747
	32	1 772 918	2 224 858
<b>Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats</b>			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
<b>Fonds de roulement</b>			
Administration municipale	37	878 158	980 628
Organismes contrôlés et partenariats	38		
<b>Soies disponibles des règlements d'emprunt fermés</b>			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	878 158	980 628
	48	2 651 076	3 205 486

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 (	) (
Assainissement des sites contaminés	55 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	56 (	) (
Autres	57 (	) (
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres	66 (	) (
-	67 (	) (
-	68 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres	72 (	) (
-	73 (	) (
-	74 (	) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	) (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 240 513	
Investissements à financer	83 ( ) ( )	
	84 240 513	
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
<b>Éléments d'actif</b>		
Immobilisations	85 18 828 860	18 177 018
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87 87 294	9 200
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 18 916 154	18 186 218
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 18 916 154	18 186 218
<b>Éléments de passif correspondant</b>		
Dette à long terme	93 ( 1 038 800 ) ( 1 413 700 )	
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( ) ( )	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 215 149	282 652
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 ( 823 651 ) ( 1 131 048 )	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) ( )	
	100 ( 823 651 ) ( 1 131 048 )	
	101 18 092 503	17 055 170

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
<b>Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements</b>		
	2018	2017
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 (                    )	(                    )
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 (                    )	(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (                    )	(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 (                    )	(                    )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (                    )	(                    )
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 (                    )	(                    )
Rendement espéré des actifs	34	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( _____ ) ( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Régimes d'avantages  
complémentaires de  
retraite

Autres avantages  
sociaux futurs

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

53

54

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2018	2017
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( )	( )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( )	( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 2

**Description des régimes et autres renseignements****Cadres**

La Ville a instauré, en janvier 2007, un Régime de retraite simplifié du Québec qui vise à fournir un revenu qui s'ajoutera à la rente du Régime des rentes du Québec et à la pension de la Sécurité de la vieillesse tout en offrant une flexibilité quant à l'immobilisation de certaines sommes.

La cotisation salariale de base est égale à 9% de la rémunération de base versée à l'employé au cours de l'année. La cotisation patronale que doit verser l'employeur est égale à 9% du salaire de l'employé.

**Cols bleus**

La Ville a instauré, en janvier 2007, un Régime de retraite simplifié du Québec qui vise à fournir un revenu qui s'ajoutera à la rente du Régime des rentes du Québec et à la pension de la Sécurité de la vieillesse tout en offrant une flexibilité quant à l'immobilisation de certaines sommes. Il s'agit d'un régime ouvert.

La cotisation salariale de base est égale à 8% et 14 % de la rémunération de base versée à l'employé au cours de l'année. La cotisation patronale que doit verser l'employeur est égale à 8% du salaire de l'employé.

<b>Charge de l'exercice</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	164 244
	<b>184 683</b>	<b>164 244</b>
	<b>112</b>	<b>164 244</b>

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

S/0

<b>Charge de l'exercice</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Cotisations de l'employeur	114	
	_____	_____



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115 <u>5</u>	<u>7</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	116 <u>3 869</u>	<u>3 170</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM	117 13 039	10 683
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118 <u>4 791</u>	<u>4 576</u>
	119 <u>17 830</u>	<u>15 259</u>

**Note**

---

---

## RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	16 297 590	16 639 023	16 594 434
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	16 297 590	16 639 023	16 594 434
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	820 000	823 369	764 510
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
- Sécurité industrielle	14	169 960	169 956	
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	335 880	335 640	424 432
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 325 840	1 328 965	1 188 942
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 325 840	1 328 965	1 188 942
	27	17 623 430	17 967 988	17 783 376

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28 10 530	9 825	9 749
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32 10 530	9 825	9 749
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35 114 410	132 633	138 280
	36 114 410	132 633	138 280
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41 124 940	142 458	148 029
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52 124 940	142 458	148 029

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	53		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	15 189	14 287
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	74 220	20 462
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75	1 013	
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	(12 030)	
Autres	79		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	87	31 890	4 439
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
<b>Réseau d'électricité</b>	90		
	91	106 110	32 102

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	92		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	112 913	4 491
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	126	92 466	472 087
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
<b>Réseau d'électricité</b>	129		
	130	205 379	476 578

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	50 994	54 290
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140	50 994	54 290
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	141 106 110	294 590	562 970

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158	11 643	
Réseaux d'égout	159	18 000	18 000
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	161		
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	18 000	18 000
Santé et bien-être			
Logement social			
Autres	170		
	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	178		
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité			
	182		
	183	18 000	18 000
		29 643	18 000



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	15 552	25 992
	187	33 670	25 992
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203	2 100	
Réseaux d'égout	204	67 487	76 574
	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208	1 780	821
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211		
	212	83 080	77 395
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222	78 060	76 916
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224		
	225	75 644	76 916
Réseau d'électricité			
	226		
	227	162 563	180 303
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	228	192 206	198 303

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	229	56 250	94 794	38 318
Droits de mutation immobilière	230	900 000	957 826	839 662
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	956 250	1 052 620	877 980
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	234	20 000	34 218	21 905
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	235			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	236	182 890	315 439	265 644
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245		176 699	21 077
	246		176 699	21 077
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
					Total	
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	175 040	163 070		163 070	150 749
Greffe et application de la loi	2	319 470	314 583	1 503	316 086	302 651
Gestion financière et administrative	3	944 630	1 049 598	10 862	1 060 460	846 460
Évaluation	4	95 004	94 998		94 998	98 694
Gestion du personnel	5	43 050	48 541		48 541	75 754
Autres						
- Autres	6	2 394 310	2 524 536		2 524 536	2 283 979
-	7					
	8	3 971 504	4 195 326	12 365	4 207 691	3 758 287
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	3 376 102	3 375 888		3 375 888	3 340 256
Sécurité incendie	10	1 840 984	1 840 867	11 923	1 852 790	1 813 783
Sécurité civile	11	102 160	58 924	1 450	60 374	70 367
Autres	12	48 660	48 657		48 657	47 154
	13	5 367 906	5 324 336	13 373	5 337 709	5 271 560
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 797 008	1 530 846	588 699	2 119 545	2 016 555
Enlèvement de la neige	15	218 340	289 296	1 598	290 894	265 220
Éclairage des rues	16	37 710	52 897		52 897	126 740
Circulation et stationnement	17	22 000	32 673		32 673	25 516
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 029 687	3 029 495		3 029 495	2 652 685
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	67 198	67 193		67 193	69 086
	22	6 171 943	5 002 400	590 297	5 592 697	5 155 802

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
23 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	275 970	284 944		284 944	230 727
24 Réseau de distribution de l'eau potable	108 940	91 202	200 776	291 978	219 044
25 Traitement des eaux usées	163 470	120 231		120 231	145 935
26 Réseaux d'égout	56 120	76 381	131 113	207 494	243 042
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
27 Collecte et transport	435 199	433 084		433 084	446 894
28 Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective					
29 Collecte et transport	58 080	56 272		56 272	55 446
30 Tri et conditionnement					
Matières organiques					
31 Collecte et transport	71 820	123 842		123 842	123 074
32 Traitement					
Matériaux secs					
33 Autres	6 000	6 719		6 719	4 409
34 Plan de gestion					
35 Autres					
36 Cours d'eau					
37 Protection de l'environnement	33 498	161 139		161 139	155 586
38 Autres	14 200	11 149		11 149	7 422
39					
40	1 223 297	1 364 963	331 889	1 696 852	1 631 579
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
41 Logement social	97 596	98 123		98 123	100 484
42 Sécurité du revenu					
43 Autres	18 973	18 981		18 981	15 850
44	116 569	117 104		117 104	116 334
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
45 Aménagement, urbanisme et zonage	235 266	214 184	3 497	217 681	263 746
46 Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux					
47 Autres biens	27 806	27 804		27 804	29 608
48 Promotion et développement économique	370 438	353 611		353 611	171 909
49 Industries et commerces					
Autres	6 951	6 951		6 951	2 193
50					
51					
52	640 461	602 550	3 497	606 047	467 456

**ANALYSE DES CHARGES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	77 861	140 789	21 913	162 702
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55	7 120	26 175	20 961	47 136
Parcs et terrains de jeux	56	278 680	524 325	99 921	624 246
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	198 117	198 105		198 105
	60	561 778	889 394	142 795	1 032 189
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	254 890	252 523		252 523
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	500 752	493 576		493 576
	66	755 642	746 099		746 099
	67	1 317 420	1 635 493	142 795	1 778 288
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68				
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	29 180	26 659		26 659
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	500	12 647		12 647
Autres	73	29 680	39 306		39 306
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	75		1 094 216 (	1 094 216 )	

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Baie-D'Urfé

Code géographique : 66112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
<b>Questionnaire</b>	<b>12</b>

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	155 298	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	84 002	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	326 890	1 045 965
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	12 200	
Aires de stationnement	9	326 060	
Parcs et terrains de jeux	10	252 103	
Autres infrastructures	11	141 856	834 269
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		44 346
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	48 214	46 348
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	399 435	30 803
Terrains	20		1 526 713
Autres	21		
	22	1 746 058	3 528 444

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	155 298	
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	84 002	
Autres infrastructures	27	1 059 109	1 880 234
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	447 649	1 648 210
	34	1 746 058	3 528 444



**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 131 048		307 397	823 651
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6				
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 131 048		307 397	823 651
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	282 652		67 503	215 149
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	282 652		67 503	215 149
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	282 652		67 503	215 149
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	282 652		67 503	215 149
	19	1 413 700		374 900	1 038 800
Dettes en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dettes à long terme</b>	22	1 413 700		374 900	1 038 800

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Administration municipale**

Dette à long terme	1	1 038 800
--------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	215 149
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	823 651
---	----	---------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	823 651
------------------------------	----	---------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	48 996
Autres organismes	20	1 042 508

Endettement total net à long terme	21	1 915 155
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	13 171 000
---	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
--	----	--

	24	13 171 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	15 086 155
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	95 004	94 998	98 694
Autres	3	2 046 090	2 046 200	1 846 470
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	3 376 102	3 375 888	3 340 256
Sécurité incendie	5	1 840 984	1 840 867	1 813 783
Sécurité civile	6	8 110	8 110	10 966
Autres	7	48 660	48 657	47 154
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	9 268	9 269	12 063
Transport collectif	9	3 029 687	3 029 495	2 652 685
Autres	10	67 198	67 193	69 086
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	310 499	310 480	326 788
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	29 018	29 037	30 146
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	97 596	98 123	100 484
Autres	17	18 973	18 981	15 850
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	24 096	24 155	43 353
Rénovation urbaine	19	27 806	27 804	29 608
Promotion et développement économique	20	180 738	180 727	155 718
Autres	21	6 951	6 951	2 193
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	199 958	199 957	156 596
Activités culturelles	23	316 292	316 272	359 686
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	11 733 030	11 733 164	11 111 579

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	1 746 058	3 528 444
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	1 746 058	3 528 444

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
1 Cadres et contremaîtres	10,38	35,00	18 889,90	1 053 192	260 854	1 314 046
2 Professionnels						
3 Cols blancs	9,13	35,00	16 621,22	509 751	140 760	650 511
4 Cols bleus	15,82	36,00	29 611,35	817 522	223 157	1 040 679
5 Policiers						
6 Pompiers						
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8 Élus	35,33		65 122,47	2 380 465	624 771	3 005 236
9	7,00			118 815	20 442	139 257
10	42,33			2 499 280	645 213	3 144 493

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11 Transport en commun					
Eau et égout					
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
13 Réseau de distribution de l'eau potable					
14 Traitement des eaux usées					
15 Réseaux d'égout					
16 Autres	101 240	79 204	126 176	(12 030)	294 590
17	101 240	79 204	126 176	(12 030)	294 590

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		2018	2017
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	12 647	268
	4	12 647	268
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	5 456	2 499
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	5 456	2 499
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	13 016	8 917
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	271	197
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	13 287	9 114
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	7 916	6 276
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	7 916	6 276
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	39 306	18 157

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Maria Tutino	42 018	16 595
Janet Ryan	8 901	4 451
Lynda Phelps	8 901	4 451
Michel Beauchamp	8 901	4 451
Andrea Gilpin	8 901	4 451
Kevin Doherty	8 901	4 451
Wanda Lowensteyn	8 901	4 451

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).



**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1 _____	1 200 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7 _____		\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16 _____	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	\$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 \_\_\_\_\_ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 \_\_\_\_\_ \$

- b) Dépenses d'investissement

27 \_\_\_\_\_ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

28 \_\_\_\_\_ \$

- d) Description des dépenses d'investissement :

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

29 \_\_\_\_\_

- b) Date d'adoption de la résolution

30 \_\_\_\_\_

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Baie-D'Urfé \_\_\_\_\_

Code géographique : 66112 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>PAGE</u>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Baie-D'Urfé,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Baie-D'Urfé (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 1  
Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2019-05-03

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	17 967 988
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	1 271 483
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	9 833 395
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>9 406 076</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 322 101 503
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 332 531 104</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 327 316 304</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018**

(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14   ,     / 100 \$



## Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Baie-D'Urfé

Code géographique : 66112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	17 281 670
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	17 281 670

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	750 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Sécurité industrielle	14	174 110
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	285 350
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 209 460
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 209 460
	27	18 491 130

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	12 620
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	12 620

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	110 760
	9	110 760

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	123 380

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	123 380

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 ..... 911 167 503	X 5 ..... 0,6124	/100\$ 6 ..... 5 580 130				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 ..... 16 440 000	X 8 ..... 0,6124	/100\$ 9 ..... 100 680				
Immeubles non résidentiels	10 ..... 373 864 000	X 11 ..... 3,0599	/100\$ 12 ..... 11 439 920				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 ..... 13 139 400	X 20 ..... 1,2248	/100\$ 21 ..... 160 940				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 ..... 17 281 670	26 ( ..... ) 27 ( ..... ) 28 ( ..... )	29 ..... 17 281 670		
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 ..... 55 ( ..... ) 56 ( ..... ) 57 ( ..... )	58 ..... 59 ( ..... ) 60 ( ..... ) 61 ( ..... )	62 ..... 63 ( ..... ) 64 ( ..... ) 65 ( ..... )		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

Taxes sur la valeur foncière Taxes générales	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
<b>Total</b>			25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58
<b>Valeur locative imposable</b>							
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59	X 60	% 61	62 ( )	63 ( )	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	[ ] [ ] 8 [ ] 9 [ ] , [ ] 0 [ ] 0 [ ] \$
Égout	2	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] \$
Eau et égout	3	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] \$
Traitement des eaux usées	4	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] \$
Matières résiduelles	5	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
taxe d'eau au compteur résidentiel	3,5800	7	1000 gallons exc. 50000
taxe d'eau compteur 1 1/2 pouce	3,5800	7	non res / 1000 gls
taxe d'eau au compteur multifamiliale	3,5800	7	exc. 40000 gls
taxe d'eau au compteur multifamiliale	71,0000	4	1000 gal jusqu'a 40 000

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	18 491 130
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>                    </u>

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	9 150 377
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b><u>9 340 753</u></b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 314 610 903

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019**  
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12     0 , 7 1 0 5 /100 \$



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
	1	11 439 920			160 940	100 680	
	2						
	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
	4						
	5	174 110					
<b>Taxes d'affaires</b>							
	6						
	7						
	8	11 614 030			160 940	100 680	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>			
Générales	9 5 580 130		17 281 670
De secteur	10		
Autres	11		
<b>Taxes sur une autre base</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 285 350		285 350
Autres	13 750 000		924 110
<b>Taxes d'affaires</b>			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 6 615 480		18 491 130

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>19 280 440 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>270 020 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>14 760 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-11</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	